

Synthèses des contributions citoyennes

Débat à Nyons, le 06.02.2019

Fiscalité

- **TVA** : passer le taux réduit de 5,5 % à 5 %, supprimer la TVA sur le permis de conduire au nom de l'enseignement et sur les sièges bébé au nom de la sécurité.
- **Universalité de l'impôt** : le rendre universel afin que personne ne puisse contester la qualité de citoyen mais que chacun paie en fonction de ses revenus (proportionnalité)
- **Impôts** : suppression de la CSG ou fusion avec l'IR, rétablissement de l'ISF, se baser sur le modèle US où l'impôt est le même pour tous les citoyens, quel que soit leur lieu de résidence (aux USA ou à l'étranger), forfait unique pour le dégrèvement fiscal lié à l'enfant
- **Europe** : nécessité d'une harmonisation fiscale européenne afin d'éviter la concurrence entre les États et l'évasion fiscale
- **Entreprises** : taxer les entreprises à partir du moment où elles sont sur le territoire, revenir à la règle des 3 tiers (1/3 pour l'investissement, 1/3 pour les actionnaires, 1/3 pour les salariés – actuellement 67 % des bénéficiaires vont aux actionnaires et seulement 6 % aux salariés !), échelle des salaires de 1 à 30
- **Niches fiscales** : suppression de certaines niches fiscales et les remplacer par des aides directes (ex : aux entrepreneurs pour les rénovations de bâtiments)
- **Taxe d'habitation** : la maintenir pour aider les communes à assurer les missions de proximité mais la moderniser pour la rendre plus juste
- **Exonération** : exonérer les jobs d'été des enfants qui actuellement sont comptabilisés dans le revenu des parents (donc du foyer fiscal)
- **Associations locales** : rétablissement des aides aux associations, aux missions locales, lesquelles prennent le relais des pouvoirs publics qui se désengagent
- **BCE** : réformer la BCE afin qu'elle prête aux États et y faire siéger des élus
- **Fraude** : mieux lutter contre la fraude aux allocations sociales (ex : 1,8 million de fausses cartes vitales)
- **Administration fiscale** : « Bercy » a transféré tout le travail aux entreprises et cabinets comptables

Etat et services publics

- **Élus** : remboursement des frais sur justificatifs, alignement de leur retraite sur le régime général, pénalités sur leur indemnité en cas d'absences répétées, non cumul, veiller aux conflits d'intérêts, casier judiciaire vierge, suppression des avantages des anciens présidents, transparence sur les salaires et les emplois du temps des élus,

interdiction pour les lobbys de financer des campagnes électorales, suppression du statut de Première Dame et du budget qui lui est alloué

- **Services publics** : la dématérialisation est génératrice d'angoisses et détruit la notion de proximité, remettre des services publics en zones rurales, mettre des personnes de terrain à la tête des directions locales et non des « technocrates », stopper la privatisation des services publics (ex : distribution colis), améliorer les hotline qui ne servent qu'à décourager l'utilisateur, améliorer les rémunérations des fonctionnaires
- **Education** : améliorer la prise en charge des enfants différents en adaptant l'école aux enfants et non l'inverse, consultation des enseignants avant toute réforme, davantage d'auxiliaires de vie et de psychologues scolaires, fin du collège unique, plus de moyens pour l'Éducation Nationale = moins de prisons !
- **Fin de vie** : créer les conditions en France pour que tout retraité puisse se payer un EPAHD (ex : mise en place d'un 5^{ème} risque à la SECU), référendum sur l'euthanasie
- **Handicap** : simplifier la vie des personnes handicapées dans leurs relations avec l'administration (ex : moins de formulaires), rendre les IME plus abordables financièrement.
- **Collectivités locales** : limiter l'appel aux prestataires privés qui génèrent un surcoût pour la collectivité, conserver un maillage de casernes de pompiers sur le territoire afin de raccourcir les délais d'intervention, réduire le « mille-feuilles » territorial afin de faire des économies et mieux évaluer les politiques publiques.
- **Service militaire** : rétablissement du service militaire qui favorisait la rencontre avec les gens et la compréhension de l'autre.

Démocratie et citoyenneté

- **Modes de scrutin** : supprimer l'élection du Président au suffrage universel direct et le remplacer par le « jugement majoritaire » ou bien autoriser plus de qualifiés au 2^{ème} tour (ex : ceux qui ont fait plus de 10%), prise en compte du vote blanc, revenir au septennat pour avoir des élections de mi-mandat.
- **Référendum** : mise en place du RIC, davantage de référendums au niveau local sur les grands projets.
- **République** : mise en place d'une assemblée constituante (dont les élus ne pourront pas se présenter à l'élection suivante) afin d'envisager une 6^{ème} République, élection des députés à la proportionnelle, mandats non renouvelables.
- **Nombre de parlementaires** : suppression du Sénat, conserver suffisamment de parlementaires pour avoir un lien direct entre le citoyen et le « pouvoir ».
- **Bénévolat** : valoriser les personnes qui donnent de leur temps pour les associations
- **Précarité des jeunes** : l'accumulation de CCD et de stages entraîne de la précarité, mise en place d'un Grenelle Social comme en 1968, ré-impliquer les jeunes et faire en sorte qu'ils aillent voter.
- **Communication** : donner de vraies informations plutôt que simplement chercher à communiquer, protéger les lanceurs d'alertes.

- **Manifestations** : interdire l'usage des grenades de désencerclement, des flashballs, et abroger la Loi anticasseurs.

Transition écologique

- Changer notre façon de consommer :
 - Renoncer au système actuel qui incite à la surconsommation
 - Favoriser la qualité des produits plutôt que la quantité ou le prix
 - Interdire les emballages superflus et inutiles
 - Favoriser la vente des produits en vrac (le client apportant ses récipients)
 - Privilégier les circuits courts et le « made in France » plutôt que les biens transformés à l'étranger
 - Créer des commissions qui contrôlent les agissements des industriels.
- Les petites actions ne permettent pas de rivaliser avec les pollutions des gros industriels : taxons les davantage !
- Suppression de l'heure d'hiver et l'heure d'été
- Adopter une Déclaration Universelle des Droits de la Terre
- **Taxe sur les carburants** : reverser 100% des recettes à l'écologie et non pas 18% comme actuellement, taxer davantage le carburant des avions et des camions en provenance de l'étranger.
- **Modes de transport** : développer le co-voiturage, promouvoir le moteur à hydrogène, gratuité des transports en commun, retour du ferroviaire dans les campagnes, auto-lib' dans les villes, attention aux voitures électriques à et leurs batteries non-recyclables et alimentées par le nucléaire
- **Dématérialisation** : le « big data » génère une forte consommation d'électricité.
- **Stationnement** : les revenus du stationnement payant devraient être reversés aux villes afin qu'elles investissent dans des transports publics non polluants et pistes cyclables.
- **Habitations** : réhabilitons les logements anciens avant de penser à en construire des neufs, refuser le compteur Linky (ondes, risque d'incendie, sécurité des données, suppressions d'emplois, ...)
- **Pollution des sols** : abandon immédiat du glyphosate, créer des commissions de citoyens désignés par tirage au sort pour contrôler le travail des entreprises chargées de dépolluer les sols, les bâtiments (ex : amiante), baisser la TVA sur les intrants organiques plutôt que chimiques concernant l'agriculture.
- Quel avenir pour les générations futures ?
 - Écoute-t-on les jeunes ?
 - Comment faire pour que les jeunes, pourtant sensibilisés à l'écologie dans leur parcours scolaire, ne soient pas aspirés dans la spirale de la surconsommation à l'âge adulte ?